

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Rouen, le 03/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FM FRANCE**

ZAC ECOPARC II, Parc d'activités  
2 Allée de la Butte à Colas  
27400 Heudebouville

Références : UBDEO.ERA.25.04.105.EG  
Code AIOT : 0003900512

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement FM FRANCE implanté ZAC ECOPARC II, Parc d'activités 2 Allée de la Butte à Colas 27400 Heudebouville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une action « coup de poing » sur le territoire, afin de contrôler le respect de la situation administrative pour certains sites de stockages de matières dangereuses et s'assurer que, de manière inopinée, les quantités maximales autorisées pour certaines matières dangereuses soient respectées et ne conduiraient pas à des dépassements de régime (seuils Seveso notamment)

Les points de contrôles suivants sont contrôlés lors de la visite d'inspection :

- situation administrative ;

- présence de l'état des matières stockées et cohérence avec la situation administrative.

La visite fait également l'objet d'une partie sur le terrain, afin notamment de contrôler la réalité et cohérence de l'état des matières stockées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FM FRANCE
- ZAC ECOPARC II, Parc d'activités 2 Allée de la Butte à Colas 27400 Heudebouville
- Code AIOT : 0003900512
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société FM LOGISTIC est un établissement Seveso seuil bas par la règle du dépassement direct au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 18 juin 2019.

L'entrepôt est composé de 12 cellules de stockage. Les surfaces et volume totaux de l'entrepôt sont : 44 900 m<sup>2</sup> et 555 000 m<sup>3</sup>.

L'installation visitée est la cellule n°6 de l'entrepôt.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe	Sans objet
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1.	Sans objet
4	Etat des matières stockées - information de la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.	Sans objet
5	Etat des matières stockées – périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a observé aucun fait susceptible de suite lors de cette visite inopinée. La société FM Logistic respecte les quantités stockées pour lesquelles elle a obtenu son autorisation, et s'astreint à vérifier qu'elle ne dépasse pas le seuil Seveso Seuil Haut par la règle des cumuls ou dépassement direct.

L'inspection a par ailleurs constaté que le site est propre et bien tenu lors de la visite du bâtiment B6 de l'entrepôt.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 1. Appréciation des dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Nomenclature et régime en fonction du classement ICPE du site identifié
<b>Constats :</b>  La plateforme FM Logistic est classée SEVESO Seuil Bas par la règle du dépassement direct. La dernière extension de l'entrepôt a fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 18 juin 2019. L'exploitant a déposé, en octobre 2024, un dossier de demande d'autorisation environnementale (toujours en cours d'instruction) pour l'extension de la plateforme et le classement au seuil SEVESO Seuil Haut (par dépassement direct).  L'état des matières stockées dans l'entrepôt au 20 mars 2025 (extraction mise à jour à 13h30 et fournie à 13h45 à la demande de l'inspection) fait état par sondage d'un total de 74,834 tonnes de produits dangereux pour l'environnement au titre de la rubrique n°4510.1 de la nomenclature ICPE et de 1274,71 tonnes de liquides inflammables au titre de la rubrique n°4331. L'état des stocks du 20 mars 2025 ne mentionne pas l'existence de produits toxiques classés au titre de la rubrique 4110 dans l'entrepôt. L'inspection constate que l'exploitant ne dépasse pas le seuil Seveso Seuil Haut par la règle des cumuls (valeur de 0,41 pour les dangers pour l'environnement, 0,23 pour les dangers pour la santé et 0,02 pour les dangers physiques) ou dépassement direct le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

<p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté, à sa demande, l'état des matières stockées au 20 mars 2025 (extraction mise à jour à 13h30). Cet état renseigne les rubriques, libellés de dangers, bâtiment (cellule) de stockage et quantités pour chacune des matières combustibles (dangereuses ou non) ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées présentes dans l'entrepôt.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs accès à tout moment à l'ensemble des fiches de données de sécurité (en français) des matières stockées dans l'entrepôt. Les FDS sont intégrées par l'exploitant pour tout nouveau produit classé recensé avant son arrivée sur le site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>L'exploitant indique suivre au quotidien l'état des matières présentes sur le site (stocks ICPE) via un logiciel/outil dédié. L'état des stocks consulté le jour de la visite permet de renseigner les quantités de produits et matières présents sur le site par type de danger, par rubrique et par bâtiment de stockage. Les stockages de matières présents sur le site sont des produits inflammables, combustibles, toxiques et dangereux pour l'environnement. Cet état des stocks renseigne également les quantités de déchets (cartons et plastiques) présents à l'intérieur des cellules de l'entrepôt (poids de déchet fixe, systématiquement majorant par rapport à la réalité car les poubelles sont comptées comme pleine en tout temps) .</p> <p>Pour chaque nouveau produit ou substance dangereuse recensée, la rubrique ICPE ainsi que les différentes phrases de risques associées et autres informations de la FDS (composition CAS, point éclair,...) sont renseignées dans le tableau récapitulatif des produits par client.</p> <p>La vérification par sondage de quelques produits mentionnés dans le logiciel interne de gestion des stocks, et de leur stockage dans le bâtiment/allée/profondeur(emplacement)/niveau n'a pas montré de disparités physiques. Seul l'« Id[entification] Unité stockage » ne correspondait pas au numéro apposé sur l'étiquette du produit/palette (erreur de champ à remonter dans le paramétrage entre les deux logiciels. C'est en effet le « N° GEI » unique pour chaque palette qui était pris en compte dans le logiciel de gestion des entrées/sorties des marchandises sur le site et non le « N° support », en vue de l'export des données vers le logiciel de gestion des stocks). La référence et le nom du produit correspondaient néanmoins entre l'état des stocks et l'étiquette apposée sur la palette filmée. L'exploitant a confirmé à l'inspection, par mail du 31 mars 2025, avoir fait la demande de modification de paramétrage le 24 mars 2025, en vue de pouvoir physiquement faire la corrélation entre l'extraction de l'état des stocks et le N° de la palette.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Etat des matières stockées - information de la population**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 4. Inventaire synthétique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que l'état des matières stockées visant à être communiqué au public est identique à l'état des stocks présenté à l'inspection. L'état des matières stockées au 20 mars 2025 - 13h30 renseigne de manière synthétique les substances, produits, matières et déchets (plastiques, cartons) ainsi que les quantités présentes au sein de chaque bâtiment de stockage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Etat des matières stockées – périodicité et disponibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 5. Périodicité et disponibilité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stocks est actualisé deux fois dans la journée (à 4h30 et à 13h30) à partir des données renseignées dans l'outil de gestion des entrées/sorties des marchandises sur le site. Le dernier export (au format pdf) est accessible sur le serveur interne de l'entreprise, ainsi que depuis le poste de garde/sécurité. Une extraction et impression de l'état des stocks est également possible à tout moment en cas d'urgence ou de sinistre, même depuis le poste de sécurité.</p> <p>Cet état des stocks est accompagné d'un plan général des zones d'activités et bâtiment de stockage.</p> <p>L'exploitant vérifie chaque jour le respect du seuil Seveso par la règle des cumuls ou dépassement direct, en se fixant un seuil d'alerte de 80 % à partir duquel les demandes de livraisons ne sont plus validées.</p> <p>Il déclare procéder régulièrement à des inventaires tournants, de sorte que chaque emplacement soit revu au moins une fois par an. Il organise par ailleurs un inventaire physique des stocks deux fois par an et des pickings douze fois dans l'année.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite